

entrées libres

Écrire et lire l'Enseignement catholique / N°72 / octobre 2012



RENCONTRE

Luc DENAYER

**Quoi de neuf
au potager ?**

Photo: école maternelle Saint-Albin de Barry

DEVOIRS

**À l'école
jusqu'à 17h ?**

entrées libres n°72 - octobre 2012
Mensuel - ne paraît pas en juillet-août
Bureau de dépôt: 1099 Bruxelles X
N° d'agrégation: P302221

édito

3 Double mission

congrès

4 Publications

l'acteur

5 Des PO aux centres PMS

des soucis et des hommes

6 Chantiers 2012 - 2013

entrez, c'est ouvert !

8 Des élèves de sciences-éco remportent la finale belge du concours de la Banque centrale européenne

9 Quoi de neuf au potager ?

l'exposé du moi(s)

10 Luc DENAYER
La base de la créativité et de l'innovation, c'est l'enseignement !

mais encore...

12 Devoirs : à l'école jusqu'à 17h ?

université d'été

14 La lecture au crible des neurosciences

16 La transmission en débat (suite)

zoom

18 Éducation affective et sexuelle
Des jeunes authentiques

écoles du monde

20 Échanges à distance
Projets primés

rétroviseur

21 Orthographe : quand le temps fait son œuvre...

service compris

22 Rassemblement
Avec votre classe au Musée de la Banque nationale
Avent ■ Invitez le monde dans votre classe !

entrées livres

23 Grand Miroir ■ Un libraire, un livre ■ Concours
Une vie de chien ?

hume(o)ur

24 L'humeur de... Anne HOOGSTOEL
Le CLOU de l'actualité



édito

entrez,
c'est ouvert !



LUC DENAYER



mais encore...



ENSEIGNEMENT CATHOLIQUE

entrées libres

Octobre 2012 ■ N°72 ■ 8^e année
Périodique mensuel (sauf juillet et aout)
ISSN 1782-4346

entrées libres est la revue de l'Enseignement catholique en Communautés francophone et germanophone de Belgique.

www.entrees-libres.be
redaction@entrees-libres.be

Rédacteur en chef et éditeur responsable
Conrad van de WERVE (02 256 70 30)
avenue E. Mounier 100 - 1200 Bruxelles

Secrétariat et abonnements
Nadine VAN DAMME
(02 256 70 37)

Création graphique
Anne HOOGSTOEL

Membres du comité de rédaction

Joëlle BERTIN
Anne COLLET
André COUDYZER
Jean-Pierre DEGIVES
Vinciane DE KEYSER
Sophie DE KUYSSCHE
Jacqueline DE RYCK
Benoit DE WAELE
Hélène GENEVROIS
Brigitte GERARD
Thierry HULHOVEN
Anne LEBLANC
Patrick LENAERTS
Marie-Noëlle LOVENFOSSE
Bruno MATHELART
Nelly MINGELS
Guy SELDERSLAGH
Marie TAYMANS

Publicité
02 256 70 30

Impression
IPM Printing SA Ganshoren

Tarifs abonnements
1 an: Belgique: 16€ ■ Europe: 26€
Hors-Europe: 30€
2 ans: Belgique: 30€ ■ Europe: 50€
Hors-Europe: 58€

À verser sur le compte n°
BE74 1910 5131 7107 du SeGEC
avenue E. Mounier 100 - 1200 Bruxelles
avec la mention "entrées libres".

Les articles paraissent sous la responsabilité de leurs auteurs.

Les titres, intertitres et chapeaux sont de la rédaction.

Textes conformes aux recommandations orthographiques de 1990.

entrées libres est imprimé sur papier FSC.



Double mission

Photo: Conrad van de WERVE

Rassemblement de directeurs du fondamental (2010) réclamant déjà, à l'époque, une augmentation de l'aide administrative.

ÉTIENNE MICHEL
DIRECTEUR GÉNÉRAL DU SEGEC
9 OCTOBRE 2012



À l'heure d'écrire ces lignes, le Congrès de l'Enseignement catholique n'a pas encore eu lieu, mais il a déjà trouvé un large écho dans les colonnes de *La Libre Belgique*, qui a consacré plusieurs articles à ses travaux préparatoires. Dans les prochaines livraisons d'**entrées libres**, nous profiterons encore de cette occasion exceptionnelle de réfléchir sur le sens de l'école catholique aujourd'hui, pour approfondir les différentes thématiques du Congrès.

Mais entretemps, l'actualité politique propre à l'enseignement suit son cours ! La prochaine négociation sectorielle orchestrée par la Ministre SIMONET devrait s'ouvrir mi-octobre. Pour cela, le SeGEC et les autres fédérations des Pouvoirs organisateurs de l'Enseignement subventionné ont décidé de présenter en commun leurs priorités.

Quels sont les points que nous jugeons important de défendre ? Parmi ceux-ci, on peut citer d'abord deux mesures en faveur de l'enseignement fondamental : augmenter l'aide administrative apportée aux directions (un temps plein accordé pour 500 élèves, au lieu de 1000 élèves actuellement) et adapter les normes pour l'octroi de puéricultrices à l'évolution démographique.

Pour lutter contre la pénurie de candidats directeurs, nous demandons également qu'un écart de salaire suffisant entre la fonction d'enseignant et la fonction de directeur(-trice) soit garanti, comme cela se fait dans d'autres secteurs d'activités. Ensuite, pour permettre le recrutement d'enseignants avec une expérience concrète de certains métiers, nous voulons porter de 10 à 15 ans la valorisation de l'expérience utile acquise et lever l'interdiction de travail des enseignants de plus de 65 ans dans l'enseignement de promotion sociale.

Une autre de nos priorités vise à améliorer le cadre de travail des équipes éducatives et des élèves et à garantir aux ouvriers et employés qui travaillent dans l'enseignement subventionné les mêmes évolutions barémiques que celles des enseignants. Pour cela, il est nécessaire que les subventions de fonctionnement évoluent à l'avenir au même rythme que les subventions-traitements. Nous attendons aussi un statut et un mode de financement des conseillers pédagogiques du secondaire comparable à ceux qui existent pour l'enseignement fondamental. Sans compter que nous remettons sur la table certaines dispositions de l'accord 2011-2012 qui doivent encore être exécutées...

Voilà bien, illustrée ici, la double mission du SeGEC : animer la réflexion sur le sens de notre projet pédagogique et défendre les intérêts de l'Enseignement catholique auprès des pouvoirs publics ! ■

Publications

Le SeGEC a édité, à l'occasion du Congrès des 18, 19 et 20 octobre prochains, trois textes de référence¹ portant sur la gouvernance des PO, les perspectives pour l'école catholique au XXI^e siècle et la fonction de direction d'école.



GOUVERNANCE DES POUVOIRS ORGANISATEURS GUIDE DE RÉFÉRENCE DE L'ENSEIGNEMENT CATHOLIQUE

Publié à l'initiative du Conseil d'administration du SeGEC et approuvé par l'Assemblée générale, ce guide se veut la référence en matière de gouvernance des Pouvoirs organisateurs de l'Enseignement catholique. Il a pour objectif de soutenir les PO dans la réflexion relative à leur fonctionnement : mission du PO, composition des instances, mandats, responsabilités, communication, conflits d'intérêts... sont autant de thèmes qui y sont abordés.

Chaque PO est invité à s'approprier le contenu du guide en tenant compte de sa structure propre, notamment le nombre d'écoles organisées et les niveaux d'enseignement proposés.

POUR PENSER L'ÉCOLE CATHOLIQUE AU XXI^e SIÈCLE

Jean DE MUNCK (rédacteur), Sabine de VILLE, Bernadette DEVILLÉ, Michel DUPUIS, André FOSSION, Étienne MICHEL, Guy SELDERSLAGH, Marcel VILLERS

En ce début de XXI^e siècle, la crise de l'école est sur toutes les lèvres. Les symptômes sont multiples : troubles de l'identité professionnelle des enseignants, problèmes d'autorité dans l'exercice quotidien des missions scolaires, surcharge organisationnelle de l'école appelée à gérer des problèmes sociaux...

Cette note, qui est le fruit de la réflexion d'un groupe de travail² conduit par le sociologue Jean DE MUNCK (UCL), a pour ambition de réarticuler un projet scolaire adéquat aux défis d'aujourd'hui et de demain. Dans son premier versant, elle examine les notions d'autonomie et de culture scolaire, pour ensuite actualiser la référence chrétienne du projet éducatif.

L'ouvrage débute par un repérage général de la question scolaire dans les sociétés modernes, pour s'arrêter sur la voie particulière choisie par l'école catholique. Quelques dimensions du religieux, qui doivent faire l'objet d'une transmission dès le plus jeune âge, sont examinées. La note s'attarde sur quelques axes structurants de la tradition chrétienne et leur implication sur la vie et les contenus de l'éducation d'une école qui s'y réfère. L'ouvrage s'achève par quelques conclusions pour les futures démarches du réseau d'écoles catholiques dans une société qui, plus que jamais, est en profonde transformation.



DIRIGER UNE ÉCOLE AUJOURD'HUI ET DEMAIN

Analyses et dialogues avec Jean-Pierre LEBRUN

Diriger une école aujourd'hui n'est pas une mince affaire, c'est un métier passionnant mais difficile. Hier, l'autorité du directeur s'imposait comme une évidence. Aujourd'hui, elle se gagne au quotidien. L'acceptation collective de la légitimité de celui qui est chargé de décider est partout remise en cause. Trancher, en dernier ressort, lorsque toutes les procédures de concertation se sont tenues et qu'il n'y a pas de consensus, peut susciter méfiance et récusation.

Un groupe de travail et de réflexion d'une vingtaine de directrices et directeurs de tous les niveaux d'enseignement, animé par le psychiatre et psychanalyste Jean-Pierre LEBRUN, a creusé la question. Ce document rapporte quelques récits emblématiques mis en forme par Vincent FLAMAND et les déconstructions, réflexions et réactions de Jean-Pierre LEBRUN, en dialogue avec les acteurs. ■

1. Ces trois textes de référence sont disponibles sur <http://enseignement.catholique.be> > LE SeGEC > Publications > Les documents de référence
Pour obtenir une version papier : service.etude@segec.be. Les frais de port seront à votre charge.

2. Groupe de travail restreint, composé de participants d'expertises pluridisciplinaires.

HOMMAGE

Au revoir, Denis...

Denis VELLANDE, conseiller « médias » et « éducation aux médias » à la FédEFoC¹ et à l'asbl Média Animation, est décédé le 2 octobre dernier des suites d'une pénible maladie. Âgé de 44 ans, il a notamment joué un rôle important auprès des écoles dans l'implantation de plans comme *Cyberclasse*². Homme de projets, il avait – entre autres – créé *Radio Chocotoff* il y a une vingtaine d'années dans son ancienne école³. On lui doit également certaines capsules vidéo diffusées au cours du dernier Congrès de l'Enseignement catholique et dans lesquelles il donne la parole aux élèves.

Denis VELLANDE laissera le souvenir d'un homme disponible, d'une grande capacité d'écoute et caractérisé par une gentillesse et un optimisme sans pareils. Nous présentons nos plus sincères condoléances à sa famille et à ses proches. **La rédaction**

1. Fédération de l'enseignement fondamental catholique

2. Voir *entrées libres* n° 64, décembre 2011, p. 9.

3. École Saint-Martin de Cortil-Wodon



Des PO aux centres PMS

Depuis le 1^{er} septembre, **Sophie DE KUYSSCHE** occupe la fonction de **Secrétaire générale de la Fédération des centres PMS libres (FCPL)**¹. L'occasion, pour nous, de revenir sur le parcours et les attentes de celle qui était, l'année dernière encore, directrice du Service PO du SeGEC.

Pouvez-vous retracer les différentes étapes de votre parcours professionnel ?

Sophie DE KUYSSCHE : Après des études en psychologie à l'UCL, j'ai été responsable de la formation des animateurs et des cadres à la Fédération des Patros pendant deux ans. Ensuite, entre 1999 et 2007, j'ai occupé le poste de Secrétaire générale de l'ICC (Institut central des cadres), une coordination d'organisations de jeunesse en matière de formation. Puis, en 2007 et 2008, j'ai travaillé au Consortium de validation des compétences. Je me suis très vite rendu compte que les questions d'éducation me passionnaient plus que les questions d'emploi, et j'ai donc souhaité réorienter ma carrière. C'est dans cette optique que j'ai postulé au SeGEC en 2008 et que j'y ai été engagée comme directrice du Service PO.

Connaissez-vous déjà un peu le monde des centres PMS, avant de devenir Secrétaire générale de la FCPL ?

SDK : J'ai eu des contacts avec des PO et directions de centres PMS, et j'ai aussi participé au groupe de travail chargé d'écrire un projet de lettre de mission pour les directeurs des centres. En revanche, je n'ai jamais travaillé en centre PMS. Cela peut être un atout car je garde une certaine distance, mais je ne peux, bien sûr, pas être Secrétaire générale sans savoir ce qui s'y passe. Je serai donc très attentive à observer ce qui se fait sur le terrain, à écouter les équipes des centres PMS et leur direction. Et j'aurai autour de moi une équipe, et notamment un Secrétaire général adjoint, qui a une expérience de terrain.

Qu'attendez-vous de cette nouvelle fonction ?

SDK : J'imagine d'abord travailler dans la continuité de ce qui a été fait, de ce que Guy DE KEYSER a entrepris avec son équipe. Je souhaite m'inscrire dans un système qui fonctionne bien et continuer à améliorer l'organisation de la FCPL, la réflexion, la coordination, etc. Je veillerai à ce que l'action menée par la fédération s'inscrive bien dans le cadre défini et soit toujours en lien avec les évolutions du travail des centres PMS. Notre tâche doit évoluer en fonction des nouveaux besoins, des nouvelles attentes qui sont à l'œuvre dans

les écoles et dans la société.

Je crois que la FCPL n'a de sens que si son action et celle des centres PMS est cohérente, répond aux besoins des acteurs de l'école et est collective. À la FCPL, cette vie collective existe : il y a des groupes de travail, des commissions, des groupes à tâches, avec comme animateurs des agents des centres PMS, des directeurs, des psychologues, des infirmières...

Quelles sont vos priorités en tant que responsable d'une équipe ?

SDK : Pour moi, faire confiance et respecter les différences est essentiel pour pouvoir travailler ensemble et avancer en équipe. Je crois d'ailleurs que les fils conducteurs du travail en centre PMS sont la confiance et le respect.

Comment s'est déroulé le passage de flambeau avec Guy DE KEYSER ?

SDK : Ces derniers mois, nous avons régulièrement travaillé ensemble, pour qu'il puisse me transmettre les dossiers. Et il reste disponible actuellement pour répondre à mes questions et continuer à m'épauler.

C'est un défi, devenir Secrétaire générale de la FCPL ?

SDK : Oui, mais je suis assez confiante, parce que le travail réalisé jusqu'à présent est de qualité. Les structures qui existent sont fortes, et d'après ce que j'en ai vu, ont une capacité de remise en question, dans un esprit positif et constructif. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
BRIGITTE GERARD

1. Guy DE KEYSER, qui la précédait dans ce poste, a été admis à la retraite. Un hommage lui sera rendu dans l'un de nos prochains numéros.



Chantiers 2012-2013

En ce début d'année scolaire, les chantiers ne manquent pas ! Petit tour d'horizon des principaux dossiers à suivre cette année dans l'enseignement obligatoire, supérieur, de promotion sociale, ainsi que pour les centres PMS. entrées libres donne la parole aux Secrétaires généraux de ces fédérations.

ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL



Godefroid CARTUYVELS : L'essentiel du travail de la FédEFoC portera sur la réécriture des programmes. Le nouveau programme de maths sera dans les écoles dès janvier 2013¹. Les autres disciplines font également l'objet d'une réécriture complète. **MNL**

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE



Éric DAUBIE : Une série de chantiers concernent **l'enseignement qualifiant**. Après l'important travail sur les profils des métiers mené au SFMQ², nous travaillons à la mise en forme des référentiels pour toutes les disciplines de la formation commune. Ce travail en profondeur, réalisé en inter-réseaux, permettra une

révision des programmes dans les années qui viennent. Cette opération de mise à jour était nécessaire, plus de 10 ans après l'établissement des référentiels prévus par le décret « Missions ». Nous travaillons aussi à la mise en œuvre de la CPU (Certification par unités) au 3^e degré pour quatre métiers dans les domaines de l'automobile, de l'esthétique et de la coiffure, avec pour objectifs de mieux baliser les parcours, répartir les temps d'apprentissage et d'évaluation, et inclure de la remédiation. Cela devrait permettre de soutenir davantage la motivation des élèves. Par ailleurs, plusieurs écoles sont engagées dans un projet concernant la 3^e professionnelle, autour de trois idées-maitresses : motivation, souplesse, orientation. La ministre avait lancé un appel à projets à ce propos, et une quarantaine d'écoles de notre réseau y ont répondu.

D'autre part, cette année, plusieurs projets seront également d'actualité dans **l'enseignement de transition**, particulièrement en langues modernes. Nous proposerons notamment une épreuve externe aux écoles permettant de mesurer les acquis des élèves à la fin du 2^e degré. C'est un projet expérimental, que nous espérons pouvoir étendre dans les années qui viennent. Nous comptons également écrire un vadémécum de l'immersion sur base de l'expérience acquise par les écoles. Nous réfléchissons aussi à d'autres méthodes pour l'apprentissage des langues. Nous accompagnons actuellement deux écoles dans un projet *Neues Lernen*.

En ce qui concerne le **1^{er} degré**, on peut signaler que tous les élèves passeront dorénavant, en fin de degré, une épreuve externe inter-réseaux

en français et en maths. Les langues modernes et les sciences suivront.

Pour ce qui est du **spécialisé**, après un important travail portant sur l'écriture de programmes pour la Forme 3 (formation professionnelle) et de balises pour la Forme 2 (visant un travail en milieu adapté), ce sera le tour de la Forme 1 (visant la socialisation des élèves présentant des handicaps plus profonds). Par ailleurs, l'expérience développée dans le spécialisé autour du PIA (Plan individuel d'apprentissage) devrait contribuer au développement de cet outil dans le 1^{er} degré de l'ordinaire, au profit des élèves des années complémentaires.

Nous nous préoccupons aussi, cette année, de **l'offre d'enseignement à Bruxelles**. Face au boum démographique qui va atteindre l'enseignement secondaire, il sera nécessaire de créer de nouvelles écoles dans les années qui viennent. Les moyens prévus actuellement pour le financement des bâtiments ne permettent pas à l'enseignement catholique d'envisager des projets ambitieux, mais si nous voulons pouvoir répondre aux besoins des enfants concernés, nous devons envisager toutes les pistes possibles et soutenir, en étroite collaboration avec les Services diocésains, les Pouvoirs organisateurs qui sont mobilisés.

Dernier chantier que j'évoquerai, celui des **titres et fonctions**. On en parle depuis longtemps et la question est cruciale, vu la pénurie d'enseignants. Le chantier progresse grâce au soutien de l'Administration, en collaboration entre les réseaux et les organisations syndicales. Nous espérons pouvoir le finaliser dans les deux années qui viennent. **MNL**

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR



André COUDYZER : Les deux principaux chantiers de l'année dernière sont toujours d'actualité. Je pense, notamment, au projet de réforme du paysage de l'enseignement supérieur, en lien avec plusieurs dossiers connexes. Citons, entre autres, les questions de la co-diplomation et de la co-organisation d'études entre institutions, ainsi que de la situation des traducteurs-interprètes. Ce sera aussi l'occasion d'adapter la réglementation par de nouvelles dispositions, afin de pouvoir inscrire les différentes formations délivrées en Fédération Wallonie-Bruxelles dans le cadre francophone de certification. Cela justifie tout le travail mené au niveau des écoles du réseau, voire au Conseil général, sur les profils d'enseignement et les acquis d'apprentissage. Il s'agira certainement là du gros chantier pour 2012-2013.

Un autre dossier déjà évoqué est celui de la formation initiale des enseignants. Nous avons eu les résultats de l'enquête menée par deux chercheurs des Facultés universitaires Saint-Louis, et le constat est assez préoccupant. Quelles suites seront données à cela ? Si la réforme globale de la formation des enseignants risque bien d'être reportée à la législature prochaine, cela ne veut pas dire que rien ne peut être envisagé dès à présent. Le cabinet du Ministre de l'Enseignement supérieur devrait présenter une première note avec quelques pistes concrètes à explorer afin d'améliorer ce qui existe. Il faut juste avoir à l'esprit que tout ce que l'on mettrait en place aujourd'hui devra pouvoir s'inscrire dans la réforme de demain.

Nos préoccupations au sein de la Fédération sont toujours, par ailleurs, de contribuer à faciliter et aider à la gouvernance de nos institutions, et pour ce faire, d'organiser des formations pour les directions et les coordinateurs de section.

Nous restons aussi très vigilants face à la situation des filières de formations dans lesquelles s'inscrivent de nombreux Français. Il faut absolument trouver les mécanismes de régulation les plus appropriés. Le retour de certaines formations, dont la logopédie, dans le décret « Non-résidents » est à plaider à tout prix, avec une application pour la rentrée 2013. **BG**

PROMOTION SOCIALE



Gérard BOUILLOT : La FEProSoC se consacrera principalement à trois chantiers : poursuivre l'adaptation de nos formations aux besoins des acteurs du développement socio-économique (entreprises, institutions, etc.) ; étendre la culture de la qualité dans l'enseignement secondaire, suite aux résultats positifs obtenus dans l'enseignement supérieur, en lien avec l'Agence pour l'évaluation dans l'enseignement supérieur (évaluation des cursus de bachelor et de master) ; et enfin, développer des formations en e-learning, permettant ainsi à un plus grand nombre de personnes de se former. **MNL**

CENTRES PMS



Sophie DE KUYSSCHE : L'enjeu général, pour la Fédération, sera de continuer à contribuer à l'amélioration de l'équité et de l'efficacité du système d'enseignement. Les centres PMS apportent leurs compétences pour que chaque élève puisse trouver sa place dans l'école, se réaliser et évoluer à son rythme. La FCPL est le lieu où se construit le cadre de référence des centres et où l'on mène une réflexion sur leur avenir, dans leur rapport à l'école, aux élèves et aux familles. Il faut aussi promouvoir l'action des centres et l'articuler avec celle de l'école.

Un autre objectif est d'harmoniser le projet de la Fédération avec celui de l'enseignement catholique au sens large. En ce qui concerne les centres, un enjeu est l'évolution de leur capacité d'action au prorata de l'évolution de la population scolaire. Celle-ci ne fait que croître, et les moyens en centres PMS n'augmentent pas de manière adéquate. Il faut que le pouvoir politique prenne conscience de l'importance de faire évoluer l'encadrement des centres. Un autre enjeu serait l'obtention d'un soutien administratif. Beaucoup de centres libres subventionnés fonctionnent sans secrétariat, et avec peu de matériel informatique...

Il faudrait aussi continuer à renforcer les collaborations entre les écoles et les centres PMS au niveau de l'accompagnement des élèves et faire de l'orientation quelque chose de positif, un outil qui accompagne l'enfant au fil de ses choix... plutôt que de faire appel au PMS uniquement quand il s'agit de réorientation, d'un moment d'échec, de souffrance. **BG**

1. Voir article « Fondamental : un programme de maths qui invite à la créativité » dans le n°71, sept. 2012, pp. 6-7.

2. Service francophone des métiers et des qualifications

Il s'en passe des choses dans et autour de nos écoles: coup de projecteur sur quelques projets, réalisations ou propositions à mettre en œuvre. Poussez la porte!

Finale à Francfort : les finalistes belges en compagnie du président de la Banque centrale européenne, Mario DRAGHI, et du gouverneur de la Banque nationale de Belgique, Luc COENE.



DES ÉLÈVES DE SCIENCES-ÉCO REMPORTE LA FINALE BELGE DU CONCOURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

Georges KASSI est professeur d'économie depuis 12 ans au Centre scolaire Saint-Adrien – Val Duchesse à Ixelles¹. Au début de l'année scolaire dernière, une enveloppe tendue par sa directrice lui a ouvert les portes d'une aventure peu banale. « Une lettre invitait l'école à participer à un concours international organisé par la Banque centrale européenne (BCE) pour les élèves de rhéto des 17 pays de la zone euro, se souvient l'enseignant. Quand j'ai vu les exigences du concours, ça m'a un peu refroidi ! J'ai réuni mes élèves pour leur expliquer de quoi il était question. Je leur ai proposé des exercices et posé des questions sur la BCE, pour tester à la fois leur niveau et leur intérêt. J'ai essayé de les motiver, tout en insistant sur la difficulté du pari. J'ai demandé à ceux qui étaient intéressés d'écrire une lettre de motivation. Le lendemain, à la première heure, tous mes élèves du général et du technique de transition me tendaient leur lettre. C'était une belle surprise, un de ces moments où on se dit qu'être prof, c'est un beau métier ! Mais tout restait à faire. »

La première épreuve consiste en un quiz en ligne, corrigé par la BCE. Pour y préparer ses élèves, G. KASSI organise des cours complémentaires. Au programme : l'institution, sa philosophie, son mode de fonctionnement. Il constitue trois équipes de cinq élèves, qui répondent au quiz. Deux équipes sont sélectionnées pour la demi-finale. Le défi consiste, cette fois, à prendre une décision comme le ferait la BCE : augmenter ou diminuer les taux à appliquer dans les 17 pays de la zone euro, en argumentant leur choix au niveau macro-économique et financier, en imaginant les interactions qu'implique leur décision et en faisant des recommandations aux États. On l'aura vite compris, tout ceci est particulièrement complexe et dépasse largement le cadre de la matière vue au secondaire.

Les élèves n'hésitent pourtant pas à venir à l'école les samedis et pendant les congés pour se préparer. Il est primordial pour l'enseignant, qui s'investit lui-même énormément, que ses élèves comprennent ce qu'ils font. Ils collectent toute l'information nécessaire, et chaque membre des deux équipes rédige une partie du travail avant une mise en commun, pour que l'ensemble soit cohérent et que chacun ait, au final, une vue globale de la décision. « Toutes les semaines, reprend l'enseignant, je vérifiais l'état d'avancement de la réflexion, individuellement et en groupe. Le travail a été mis en ligne à disposition de la BCE. Et tout le monde a attendu fébrilement les résultats. Une équipe a finalement été retenue pour la finale. Les élèves allaient devoir défendre leur travail oralement devant des experts de la BCE ! C'était reparti pour de nouvelles lectures, pour des exercices répétés mille fois et des notions déjà vues, mais re-décortiquées jusqu'au dernier jour. Chacun s'est dépassé pour donner le meilleur de lui-même, alimenter

un projet à faire connaître? redaction@entrees-libres.be

la recherche, aller plus loin dans le travail collectif. »

Le 27 mai, lors de la finale à la Banque Nationale, les élèves ont été poussés dans leurs derniers retranchements par les experts, mais ils ont brillamment défendu leur point de vue. Ils ont remporté la finale belge francophone et gagné leur place pour la finale européenne à Francfort, le 20 juin. Les représentants de chaque État y ont été félicités lors d'une cérémonie officielle, et les élèves ont pu se mesurer les uns aux autres, mais sans classement officiel.

« Tout se faisait en anglais, précise G. KASSI. Le but du jeu était de permettre à tous ces jeunes d'apprendre à travailler ensemble, à argumenter, à coopérer. Le Gouverneur de la Banque Nationale de chaque pays était présent. Mes élèves ont brillamment tiré leur épingle du jeu. Quelle fierté pour eux et pour moi ! Souvent, ils se retrouvent en sciences-éco suite à des réorientations, et la plupart manquent de confiance en eux. Quand je leur ai donné les premiers exercices, je me suis rendu compte qu'ils avaient de réelles capacités, mais qu'il fallait les remotiver, leur montrer que je croyais en eux. Je leur ai dit : « Nous allons nous battre, vous avez des choses à prouver et une revanche à prendre ».

Je parle beaucoup avec eux. Ça prend du temps, mais c'est indispensable pour les préparer à accueillir le discours pédagogique. Dans l'école, nous avons fait le pari d'un public mélangé, avec des Belges d'origine, mais aussi des élèves d'Afrique Noire, du Maghreb, etc. Je suis moi-même originaire de Côte d'Ivoire. Ça m'a sans doute aidé à les convaincre. Je suis en quelque sorte l'exemple vivant du fait que quand on s'investit, qu'on travaille et qu'on donne le meilleur de soi, on peut y arriver. Une réelle confiance s'est progressivement installée entre eux et moi. Et cette année, pratiquement tous mes élèves de l'an dernier se sont inscrits à l'université en économie, ce qu'ils n'auraient certainement pas osé imaginer auparavant ! Quand ils ont remporté le concours, je leur ai dit à quel point j'étais fier d'eux, et ils m'ont répondu : « Ce n'est pas le prix qui nous intéressait, ce qu'on voulait, c'était vous faire plaisir ! ». Ça restera gravé dans ma mémoire ! » ■

MARIE-NOËLLE LOVENFOSSE

1. www.saintadrien-valduchesse.be



QUOI DE NEUF AU POTAGER ?

« À quoi sert une pelle ? À peler ! Et un râteau ? À rater ! Et d'où vient le lait ? Du Carrefour ! » Ce petit dialogue entre une institutrice maternelle et les élèves de sa classe le montre : la logique des enfants est implacable, même si les réalités de la nature leur échappent quelque peu.

Comment mieux leur faire comprendre qu'un légume est d'abord une graine qu'il va falloir planter dans la terre et regarder pousser, qu'en le leur montrant ? À l'école maternelle Saint-Albin de Barry¹ (Tournai), ils sont devenus incollables en la matière, depuis la création d'un potager dans l'école. « Notre école compte moins d'une trentaine d'élèves, explique Marie GHISLAIN, directrice et l'une des deux institutrices de l'établissement. Ma collègue s'occupe des petits de 1^{re} maternelle, et moi des 2^e et 3^e maternelles. J'ai travaillé pendant plus de 20 ans dans une école de ville, où il n'y avait pas un brin d'herbe. Quand je suis arrivée dans cette petite école de village, avec un grand jardin arboré et plein de jeux pour les enfants, je me suis dit que c'était l'occasion ou jamais de concrétiser un vieux rêve : créer un potager avec mes élèves. C'est chose faite depuis l'année dernière, et les enfants adorent ! »

Il faut dire que le président du PO n'est autre que le fermier du village, retraité mais toujours très actif. Il a donné un sérieux coup de main aux apprentis-jardiniers dès le début de l'aventure. Il a mis un filet pour empêcher les oiseaux de manger les graines, il s'occupe du compost. Et il garde un œil sur les légumes au moment des congés scolaires, quand le potager est déserté par les petites mains habituelles. « Chaque enfant amène une paire de bottes à l'école, précise M. GHISLAIN. Dans ma classe, j'ai constitué trois groupes de cinq enfants qui vont, chacun à leur tour pendant une heure, travailler au potager avec l'institutrice APE présente à mi-temps dans l'école. Et à 16h, les récoltes sont exposées dans la cour quand les parents arrivent. Les grands écrivent le nom des légumes sur des étiquettes, et ils crient : « Qui veut acheter ma salade ? ». Un des élèves tient la caisse et les parents donnent ce qu'ils veulent, de manière à ce que nous puissions racheter des graines ou des semis. »

Quand ils en ont l'occasion pendant la semaine, enfants et institutrices se rendent au potager pour arracher les mauvaises herbes, voir si les limaces ne menacent pas les salades ou observer l'évolution des jeunes pousses. « Quand il fait beau, plutôt que d'aller en récréation dans la cour, on va à la plaine de jeu et pendant que les petits jouent sous la surveillance de ma collègue, je travaille dans le potager avec les plus grands, raconte encore la directrice. Je creuse les trous, on partage les graines, ils les plantent, etc. En hiver, nous faisons beaucoup de semis à l'intérieur, juste avant le printemps. On étiquette tout, on regarde si ça pousse, on arrose, puis on repique ce qu'on a semé. Les enfants suivent vraiment l'ensemble du processus. Ils ont le réflexe de faire pousser tout ce qu'ils trouvent ou presque. Il y a une vraie curiosité. Chaque fois qu'un légume est prêt à être mangé, je le leur fais goûter. D'ici un mois ou deux, nous allons pouvoir faire de la soupe avec les poireaux que nous avons plantés. Les enfants sont très impliqués dans le projet. Nous suivons toute l'évolution du potager au fil des saisons, nous faisons des photos. Nous allons visiter la ferme toute proche et cueillir des fruits dans le verger. Ces activités se font aussi en lien avec notre ROI, qui insiste sur l'importance d'une bonne alimentation. C'est l'une des tâches de l'école maternelle d'éveiller la curiosité de l'enfant pour tout ce qui est vivant, pour la nature. Aujourd'hui, le potager fait vraiment partie de la vie de l'école. » ■

MARIE-NOËLLE LOVENFOSSE

1. www.ecolematernellestalbin.be

LUC DENAYER

La base de la créativité et de l'innovation, c'est l'enseignement !

Secrétaire général du Conseil Central de l'Économie, Luc DENAYER insiste sur le rôle essentiel de l'enseignement pour le développement économique, mais aussi en termes de cohésion sociale. À condition de lui donner les moyens d'être créatif...



Photo: Conrad van de WERVE

Le Conseil Central de l'Économie a-t-il un réel pouvoir d'influence ?

Luc DENAYER : Auparavant, le gouvernement interpelait beaucoup les interlocuteurs sociaux. Ces dernières années, c'est plutôt l'inverse, ce sont eux qui, d'initiative, ont interpellé le gouvernement dans une série de domaines touchant la politique économique à mener. Ce n'est qu'un avis, mais historiquement, si le banc patronal et le banc syndical sont d'accord, il est très difficile, pour le gouvernement, d'aller contre leur avis, puisqu'ils représentent la société. C'est ça, le modèle social belge, mais la Hollande, l'Allemagne, les pays nordiques, l'Irlande connaissent des systèmes comparables.

Et ça fonctionne ?

LD : En tout cas, ça a fonctionné, puisque c'est le système qui a porté la création de la sécurité sociale et amené la Belgique au niveau de bien-être que nous connaissons. En bref, il a créé toute la dynamique économique d'après-guerre. Mais l'économie et la société sont des

corps vivants. Il est donc important que les institutions et les acteurs qui s'y trouvent s'adaptent aux évolutions économiques et sociologiques.

Précisément, le CCE a trois grands objectifs : aider les interlocuteurs sociaux à appréhender les transformations actuelles, bâtir une connaissance commune aux interlocuteurs sociaux et voir comment, ensemble, il est possible d'agir. De ce point de vue, cette institution a sans doute, aujourd'hui plus que jamais, dans une période de transformation sociologique, économique et politique importante, un rôle à jouer.

Quels sont les rapports du Conseil avec l'enseignement ?

LD : Le CCE concerne exclusivement le secteur privé de l'économie. Il n'y a pas de représentant de l'enseignement en tant que tel, sauf à travers les représentants du secteur non-marchand. De plus, le Conseil est une institution fédérale, et les compétences de l'enseignement sont communautaires.

Cela dit, étant donné le rôle essentiel

Le Conseil Central de l'Économie (CCE) belge est une institution indépendante, gérée par les interlocuteurs sociaux (patronat et syndicat).

Leurs travaux portent, par exemple, sur la formation des salaires, le développement économique, la sécurité sociale, le droit de la concurrence.

La mission du CCE, c'est de faire savoir au gouvernement quel type de politique économique devrait être mis en œuvre pour faciliter des compromis entre interlocuteurs sociaux dans leur sphère d'autonomie qui concerne les conditions de travail et la sécurité sociale.

de l'enseignement dans la politique économique, il est impossible d'avoir un discours sur la seconde sans envisager les finalités du premier. Par exemple, les interlocuteurs sociaux sont bien d'accord sur l'importance de l'innovation et de la créativité dans la dynamique économique. Or, la base de l'innovation et de la créativité, c'est l'enseignement. En quoi peut-il contribuer au bon fonctionnement de la société, dans son aspect social et économique ? La réponse

est simple : en étant efficace !

Trop souvent encore, en Communauté française, des jeunes sortent du système d'enseignement avec des compétences qui ne leur permettront pas de trouver facilement un emploi. Auparavant, on quittait l'école à 16 ans. La sidérurgie ou la mine formaient les travailleurs et en amenaient certains au niveau d'ingénieur. Aujourd'hui, sans un minimum de bagage au sortir de l'enseignement, il n'est plus possible de s'insérer sur le marché du travail, ni de s'intégrer dans une société où le travail reste une valeur fondamentale et permet d'être un citoyen.

Deuxième constat : notre système d'enseignement est très inégalitaire, car il reproduit et semble même accroître les inégalités. Ça pose un réel problème, parce qu'on est en train de créer, génération après génération, de véritables ghettos sociaux. C'est la cohésion sociale qui est mise en danger !

Mais l'école peut-elle tout faire ?

LD : Évidemment, non. On lui demande trop souvent de répondre aux évolutions de la société, sans lui donner les outils ni la capacité de s'adapter aux situations particulières auxquelles elle est confrontée. Je parle ici en mon nom personnel. Les interlocuteurs sociaux au sein du CCE n'ont pas de position officielle là-dessus. Je pense que dans l'enseignement, il existe un vrai problème d'organisation : les acteurs, que ce soient les directeurs ou les enseignants, n'ont pas suffisamment d'autonomie pour pouvoir développer la créativité qui permettrait de répondre à la diversité des publics. Il me semble aussi que la structuration du système d'enseignement et les incitants des multiples décrets qui le concernent ne sont pas les bons. Je crois, par exemple, qu'une des raisons pour lesquelles la situation s'est progressivement délitée, c'est qu'à travers le système des options, avec des écoles qui organisent à la fois du général, du technique et du professionnel, on a créé une logique de cascade et de sélection.

Il y a une réflexion à avoir sur les raisons de cette dynamique-là, et pourquoi on n'arrive pas à en sortir. Quand, au bout des deux premières

années du général, si on n'a pas 50%, on passe dans le technique, et si on n'a pas 30%, en professionnel, quel signal donne-t-on aux parents sur la valeur respective du général, du technique et du professionnel ? Et comment le professeur de technique ou de professionnel va-t-il interioriser ce jugement, quand celui qui fixe ses objectifs lui dit : « *Vous êtes prof dans un enseignement de seconde zone* » ?

Le technique et le professionnel conduisent pourtant à des emplois intéressants...

LD : Absolument ! Les analyses économiques montrent que les élèves qui en sortent, lorsqu'ils ont les compétences humaines et techniques, ont généralement plus de chances de trouver un emploi bien rémunéré que quelqu'un qui sort du général, et même, dans certains cas, de l'université. Alors, pourquoi continue-t-on à tellement valoriser le général au détriment des autres filières ? L'économiste que je suis ne comprend pas pourquoi on maintient une incohérence dans les signaux qu'on donne. La question à se poser est : qu'attendons-nous de l'enseignement ?

L'important, ce n'est pas ce que veulent les enseignants ou l'État. L'important, c'est ce que veulent et ce que peuvent, ensemble, les enseignants, les citoyens et l'État. Parce que si les attentes des uns sont gigantesques et les capacités des autres à y répondre très faibles, nous n'en sortirons jamais ! Ce dialogue devrait permettre de rendre explicite ce qui est implicite dans les attentes de chacun, pour qu'on puisse dire *in fine* en quoi l'enseignement peut contribuer au fonctionnement de l'ensemble de la société. Ensuite, on peut bâtir un cadre qui permette d'utiliser la créativité des chefs d'établissement et des enseignants pour arriver à atteindre cet objectif.

Comment peut se manifester cette créativité dans les écoles ?

LD : La liberté du chef d'établissement doit, selon moi, se manifester dans la constitution d'une équipe qui puisse porter un projet propre à l'école et adapté au public de sa région, avec comme objectif de mener les jeunes dont elle a la charge à réaliser le maximum de leurs potentialités

en termes de niveau de maîtrise de concept ou de technique dans les différentes matières enseignées. Un niveau qui doit pouvoir être contrôlé par le pouvoir central, en fonction des orientations fixées par le dialogue social.

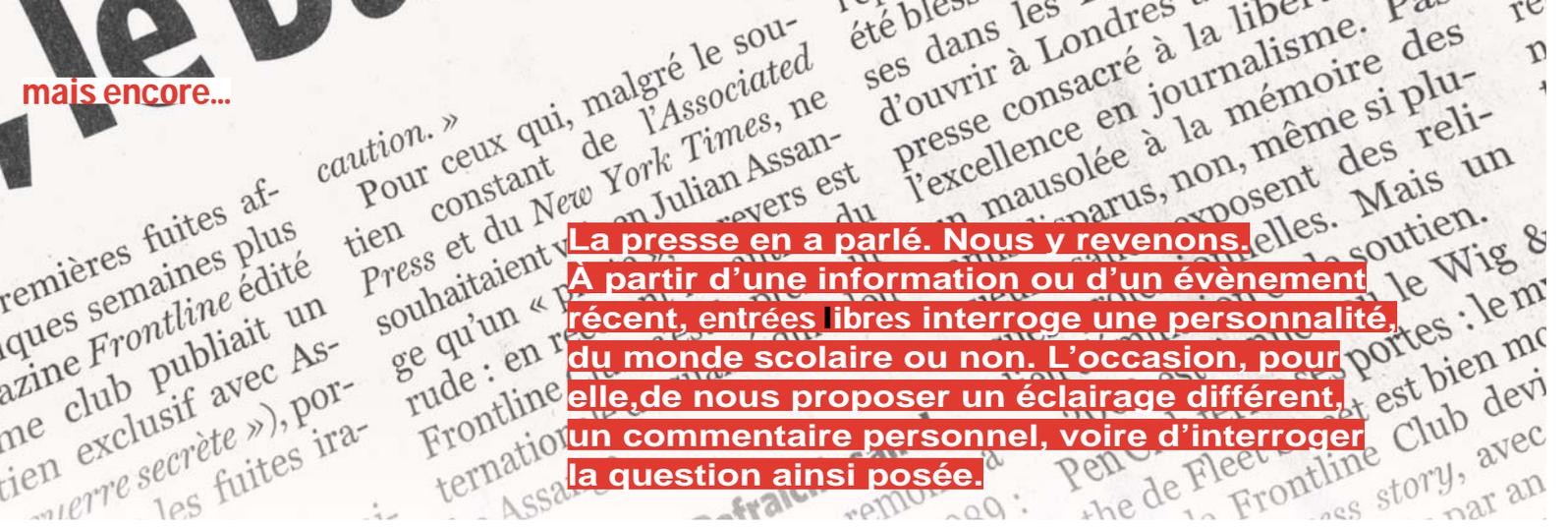
Cela va peut-être choquer, mais l'enseignement, c'est aussi la production d'un service ! C'est l'alliance entre un responsable, son équipe et un capital (dans ce cas, des bâtiments, des ordinateurs, etc.), pour arriver à prester un service à destination des étudiants et de la société. Si on est d'accord avec cette idée, un chef d'établissement est, avant tout, le responsable et l'animateur d'une équipe. Dès lors, c'est cet aspect qui doit être déterminant dans le choix de la personne, qui devrait pouvoir, elle aussi, choisir les membres de son équipe.

Nous sommes dans une situation de plus en plus dramatique pour les directeurs d'école. Ils ont une surcharge administrative et sont soumis à une série d'injonctions qui les accaparent presque entièrement au détriment de l'animation d'une équipe. C'est la meilleure solution pour avoir le plus de stress possible ! Si l'être humain n'est plus que le bras armé d'une machine, il va fonctionner comme une machine, et une machine, c'est très peu adaptable...

La seule façon de trouver un équilibre et de permettre la créativité, c'est de laisser un espace de liberté, ce qui suppose aussi d'assumer plus de responsabilités et d'accepter un contrôle sur le fait de savoir si on a atteint l'objectif ou pas. L'évaluation est souvent perçue comme une sanction, mais ça ne devrait pas être le cas. C'est la possibilité pour chacun de s'améliorer. Mais pour que ça puisse fonctionner dans le monde tel qu'il est aujourd'hui, complexe, avec des êtres humains beaucoup plus complexes qu'auparavant, cela implique que l'État réponde à cette complexité en donnant des signaux clairs, de bonnes incitations, tout en assurant le contrôle des résultats, et pas simplement en donnant une injonction au travers d'un décret. ■

INTERVIEW ET TEXTE

MARIE-NOËLLE LOVENFOSSE



La presse en a parlé. Nous y revenons. A partir d'une information ou d'un évènement récent, entrées libres interroge une personnalité, du monde scolaire ou non. L'occasion, pour elle, de nous proposer un éclairage différent, un commentaire personnel, voire d'interroger la question ainsi posée.

DEVOIRS : À L'ÉCOLE JUSQU'À 17H ?

LE SOIR

04/09/2012

Rester à l'école jusqu'à 17h pour faire ses devoirs ? C'est l'idée émise par l'Observatoire de l'enfance, suite aux résultats d'une recherche menée par l'ULg sur la problématique des travaux à domicile. Parmi les conclusions : les travaux à domicile renforcent clairement les inégalités sociales et réduisent loisirs et temps familial. L'Observatoire émet donc des recommandations et pistes d'action visant le fondamental. Il propose notamment d'allonger les journées jusqu'à 17h, pour intégrer le temps des devoirs dans le temps scolaire.

entrées libres a demandé à **Jacqueline DE RYCK**, conseillère pédagogique coordinatrice à la Fédération de l'enseignement fondamental catholique (FédEFoC) et à **Anne WILMOT**, Secrétaire générale adjointe de la fédération, ce qu'elles pensaient de cette proposition et quelle était la position de la FédEFoC à propos des travaux à domicile.

Pouvez-vous tout d'abord rappeler les règles légales à respecter en matière de travaux à domicile, dans le fondamental ?

Jacqueline DE RYCK (JDR) : Le décret de 2001 relatif aux travaux à domicile aborde quatre points essentiels : le contenu, qui doit être adapté au niveau d'enseignement, en prolongement d'apprentissages réalisés en classe et au

service du développement de la gestion du temps et de l'autonomie ; la durée, qui est limitée à 20 minutes par jour en 3^e et 4^e années et à 30 minutes en 5^e et 6^e ; l'évaluation, qui doit être exclusivement formative ; et enfin, l'intervention des parents : les devoirs doivent pouvoir être réalisés sans l'aide d'un adulte.

Que pensez-vous de cette idée de garder les enfants à l'école jusqu'à 17h pour qu'ils y fassent leurs devoirs ?

JDR : Je ne crois pas que ce soit en augmentant le temps scolaire que l'on atteindra les objectifs issus des conclusions de la recherche de l'ULg, à savoir ne pas renforcer les inégalités sociales et ne pas réduire les temps en famille. De plus, cela renforcerait le dispositif d'étude et de garderie payant, qui va à l'encontre d'une équité sociale, et cela constituerait une responsabilité supplémentaire pour les directions. Respecter simplement les points du décret suffirait, à mon avis, à faire évoluer positivement les choses. Les devoirs ont un sens quand ils sont raisonnables et intéressants.

L'Observatoire de l'enfance propose également d'organiser un mois sans devoirs dans les classes, pour pouvoir ensuite en tirer les leçons...

JDR : Si cela peut faire réfléchir, et notamment aider les enseignants à prendre en compte les rythmes et les besoins spécifiques des enfants par le biais de

travaux à domicile adaptés, pourquoi pas ? D'ailleurs, quand cette différenciation existe, nous la soutenons.

Que se pratique-t-il dans nos écoles au niveau des devoirs ?

JDR : Il me semble qu'on reste souvent bloqué sur d'anciens schémas. On ne mène pas souvent une réflexion en école sur cet objet. Certains gardent à l'esprit l'idée que plus une école donne des travaux à faire à la maison, mieux elle prépare les enfants, et meilleure elle est !

Anne WILMOT (AW) : Par ailleurs, depuis des années déjà, des écoles organisent des études dirigées payantes après la classe. Cela répond à la demande des parents retenus par leurs prestations professionnelles, et donc empêchés de reprendre leur(s) enfant(s) dès la fin des cours. Le travail à domicile doit établir un lien concret entre ce qui se vit à l'école et la famille. Celle-ci est invitée à consulter le travail de l'élève, à voir ce qui a été fait à l'école, ce qu'on attend de l'enfant.

JDR : L'important est aussi que l'enfant puisse sentir l'intérêt de ses parents pour son travail. S'il s'agit d'un travail fastidieux, les fins de journée sont compromises, et ce n'est plus de la complicité qui va s'installer le soir à la maison...

Certains mettent en cause la quantité de matière à voir pour justifier le nombre important de devoirs...

AW : Ce n'est pas un argument. Il y a



des cercles vicieux dont il faut sortir ! Par exemple, certains enseignants demandent à des enfants de terminer à la maison des exercices entamés à l'école. Ils reportent ainsi sur les parents la responsabilité de poursuivre les tâches que l'enfant n'a pas eu le temps de finir ou n'était pas prêt à réaliser. Le rôle de l'école est d'apprendre, et celui de la maison est d'avoir un œil sur ce qui se fait à l'école. Mais les parents ne peuvent pas se substituer à l'enseignant. Chacun son rôle : l'enseignant construit avec l'enfant, et la famille prend le relais pour signer un travail bien fait, féliciter l'enfant, veiller à ce que le travail demandé à domicile soit réalisé.

L'enseignant doit pouvoir adapter ses cours en fonction des devoirs...

AW : Ce qui est important, c'est de préserver l'intérêt qu'a un enfant de façon assez naturelle pour un apprentissage. Si un élève qui éprouve des difficultés doit achever des exercices à la maison, il risque d'être confronté, dans une nouvelle phase de la journée, à des parents qui pourraient perdre patience et s'énerver. Il pourrait alors percevoir l'école et ses tâches comme un fardeau de plus en plus lourd.

JDR : Cela nuit à l'enfant, mais aussi au milieu familial. Ce moment où on devrait se réjouir de se retrouver devient parfois un moment de tension, à une heure de fatigue pour tout le monde. De là, l'envie de certains parents de

faire les devoirs à la place de l'enfant...

AW : Un autre point problématique concerne la notation des devoirs. À partir du moment où certains titulaires tiennent compte des notes attribuées aux travaux à domicile au même titre qu'à celles accordées en classe, il y a un fâcheux déséquilibre. On tient compte de notes qui ne correspondent pas nécessairement à ce que l'enfant maîtrise. La notation doit correspondre à ce que l'enfant a produit, et pas à ce que d'autres personnes ont pu faire pour l'aider !

Si les devoirs ne sont pas faits ou terminés par les élèves, c'est aussi à l'enseignant d'en tirer les conclusions...

AW : En tant qu'enseignante, je corrigeais les travaux à domicile avec la même attention que les autres travaux, mais l'enfant n'avait pas de note. Il y avait une indication des erreurs et un travail de remédiation, il s'agissait de déceler les difficultés et de les traiter. Un point important à retenir serait de cibler l'accès progressif à l'autonomie. Un enfant doit, petit à petit, pouvoir se gérer tout seul face à une tâche. L'enseignant doit pouvoir lui donner un travail qui corresponde à ce qu'il a démontré en classe et qui peut être, pour lui, un moment de consolidation, d'appropriation, de révision, de mémorisation.

La gestion des devoirs est-elle prévue dans la formation initiale des enseignants ?

AW : Il y a déjà tellement d'apprentis-

sages à considérer, que ce n'est pas évident ! Mais il ne serait pas inutile, effectivement, qu'il y ait une forme de module réfléchissant à la manière de gérer les travaux à domicile des élèves...

En conclusion, que retenir ?

Rester à l'école jusqu'à 17h pour faire ses devoirs ne risque-t-il pas de simplement prolonger le temps de classe ? Ne devrait-on pas, lors des concertations en équipe éducative, réfléchir aux pratiques quotidiennes, dont les travaux demandés à domicile ?

Une plus grande cohérence au sein de l'école serait au service de tous, des enfants et de leurs parents, et par ricochet, des enseignants.

Retenons l'essentiel : le travail à domicile comme moyen de plus grande complicité entre l'école et la famille, sans substitution de rôles ; la prise en compte des différences de rythme et des besoins spécifiques de chaque élève ; le sens et le choix du travail demandé, dans le souci de préserver le goût d'apprendre des élèves ; l'accès progressif à l'autonomie des élèves face aux travaux demandés réalisables sans l'intervention d'un adulte. Notre position est de respecter ce que le décret prescrit, à savoir donner aux élèves, comme travail à domicile, une tâche réfléchie inscrite dans une durée raisonnable. ■

BRIGITTE GERARD

La lecture au crible

Pour qu'il y ait transmission, explique Marc CROMMELINCK, un certain nombre de conditions doivent être remplies, classées en quatre grandes catégories :

- la première concerne ce qui est transmis, le contenu : les connaissances, les savoirs accumulés, mais aussi les méthodes, les procédures mises en œuvre dans chaque domaine. Il y a également les compétences de base, transversales : la maîtrise d'une langue, l'écriture et la lecture, la logique du raisonnement, les diverses voies d'entrée dans le monde de l'art et de la création. Le psychologue pense aussi ici à la transmission d'une motivation. On y entend l'idée de motif, de but à atteindre, avec une référence au sens et à la signification, mais aussi l'idée de moteur, de travail. La motivation des enseignants est un levier important pour celle de l'élève. Et nous transmettons aussi des signaux affectifs, émotionnels comme le goût, le plaisir de la découverte ou de la création partagée. Enfin, ce qui est transmis, c'est aussi toute une configuration de positions subjectives, de représentations mentales plus ou moins inconscientes ;

- le second ensemble de conditions est constitué de la source, l'enseignant qui fait figure d'autorité, et du destinataire, l'enfant, l'adolescent, le jeune adulte, avec son appartenance socio-culturelle et son équipement cognitif et affectif ;

- troisième catégorie : l'environnement socioéconomique, politique, culturel et idéologique des sociétés contemporaines (démocratie participative, économie de marché, mondialisation, développement technoscientifique, obsolescence programmée, individualisme...). Les enjeux de société qui découlent de ces facteurs sont considérables, ces aspects macro nous imprégnant progressivement, jusqu'à nos circuits cérébraux.

« Ces trois premières catégories, précise M. CROMMELINCK, appartiennent au domaine de la culture, ensemble complexe partagé par une collectivité et transmis en héritage, de génération en génération, comme un patrimoine dont

Lors de l'Université d'été de l'Enseignement catholique le 24 août dernier, le psychologue Marc CROMMELINCK¹ a abordé les questions de transmission et d'apprentissage à partir du point de vue des neurosciences.



Photo: Conrad van de WERVE

nous avons la responsabilité. » ;

- la dernière catégorie fait, elle, le lien avec les neurosciences et ouvre, à côté du domaine de la culture, celui de la nature. Une condition évidente pour qu'il y ait transmission : la présence des corps. C'est grâce au système nerveux de notre espèce, l'homo sapiens, que les grandes dimensions cognitives de nos comportements sont possibles. Pour être transmise, la culture doit se faire une niche dans des réseaux nerveux spécifiques à l'humain, et cela très probablement au cours de périodes critiques du développement.

DU RECYCLAGE NEURONAL

Comment la culture s'incarne-t-elle dans la nature humaine pour se transmettre ? Ce débat nature/culture est

revisité aujourd'hui par les neurosciences. Certaines des innovations culturelles les plus marquantes de l'histoire de l'humanité, comme la lecture ou le calcul, se transmettent en recyclant certaines structures cérébrales et leur mode de fonctionnement. M. CROMMELINCK approfondit l'étude de la transmission et de l'acquisition de la lecture. Cette problématique a été abordée dans le cadre d'une hypothèse théorique assez audacieuse : le recyclage neuronal des modules corticaux. Au cours de l'évolution, des mécanismes de bricolage permettraient de réutiliser des éléments anciens pour faire émerger de nouvelles fonctions. Dans l'apprentissage culturel, ce mécanisme surviendrait durant la vie de chaque individu grâce à la plasticité cérébrale. À un moment donné,

des neurosciences

MORCEAUX CHOISIS

« Les neurosciences ont beaucoup étudié les mécanismes de l'apprentissage, les mécanismes grâce auxquels de nouveaux comportements peuvent apparaître. Le concept de plasticité cérébrale est important, puisqu'il montre que nos circuits ne sont pas préprogrammés de manière définitive. Celle-ci permet d'assurer des modifications, et donc des innovations. »

« Parfois, les sciences apparaissent comme une occasion de pouvoir trouver une solution qui serait crédible parce qu'elle aurait été empiriquement validée. Mais que nous offrent les neurosciences ? Un petit éclairage, bien sûr, sur des opérations, des mécanismes élémentaires importants. Il est certain qu'il y a une période critique dans le développement de l'enfant, pendant laquelle des aires corticales de l'hémisphère gauche seront capables de se recycler et de prendre en charge la lecture. Les neurosciences apportent un éclairage, mais cela ne doit pas devenir la panacée universelle. »

la culture doit lutter avec la nature pour pouvoir inscrire ses marques. Transmettre, c'est inscrire, c'est laisser une trace durable dans un système.

La lecture, rappelle M. CROMMELINCK, est une compétence culturelle très récente, née en Mésopotamie et en Égypte il y a environ 5500-6000 ans. Pour des spécialistes, il est impossible que des modules du cerveau humain aient pu évoluer spécifiquement pour la lecture, suivant des lois darwiniennes de l'évolution. L'écriture et la lecture ne sont donc pas des habiletés sous-tendues par des mécanismes innés, ni par des structures préprogrammées. Chez l'adulte, on peut à présent mettre en évidence un certain nombre de régions corticales de l'hémisphère gauche qui sont spécifiquement activées par la

lecture des mots. Le texte se projette d'abord sur la rétine, et le système visuel opère une discrimination très fine des graphèmes, qui forment les mots. Cette discrimination visuelle alimente deux voies principales de traitement : celles du son et du sens. Et au départ de ces deux voies, une aire corticale est spécifiquement concernée par la lecture des mots. Cette petite aire, dédiée à l'analyse des visages chez l'animal et les illettrés, sera recyclée.

« En résumé, explique la psychologue, on peut imaginer un processus d'ajustement progressif à la faveur de l'apprentissage, probablement au cours d'une période très sensible, entre la fin de la 3^e maternelle et le courant de la 1^{re} année primaire. L'habileté à la lecture va s'améliorer au fur et à mesure du recyclage du tissu cortical, d'abord impliqué dans l'analyse des formes visuelles, pour devenir, finalement, spécialisé dans le système de la lecture. »

LA TRANSMISSION : UN LEVIER DE PROGRÈS

Quelles sont les applications possibles de ces découvertes dans la salle de classe ? M. CROMMELINCK développe quatre pistes :

- il faut aiguïser progressivement la prise de conscience par l'enfant que le langage parlé est composé de sons élémentaires, les phonèmes, les syllabes. On peut accélérer ou faciliter l'apprentissage de la lecture par des activités de jeu de langage, des comptines, des rimes, etc. ;
- l'apprentissage explicite de la correspondance entre graphèmes et phonèmes est une démarche importante au cours de la première année de lecture. La vieille querelle entre méthode globale et méthode analytique est probablement dépassée, en faveur de la méthode analytique ;
- il y a au cours de l'apprentissage, chez certains enfants, des confusions entre les lettres en miroir (b - d, p - q...). Or, l'innovation culturelle impose une asymétrie de l'écriture. La culture doit donc forcer la nature ;
- certaines études ont montré que la

compréhension de l'écrit par les adolescents est directement corrélée à la fréquence et à l'intensité des lectures au cours de l'enfance. Dans une société de la tyrannie de l'image, il est donc essentiel de continuer à faire lire les enfants.

L'orateur soulève ensuite quelques questions épistémologiques, critiques, voire éthiques liées au développement des neurosciences contemporaines. Il pointe l'espoir caressé par certains d'imposer une neuropédagogie.

Les neurosciences fascinent et apparaissent parfois comme un espoir de solution aux grandes questions, mais en même temps, elles provoquent une certaine crainte dans le public. Une drogue cérébrale, comme la rilatine, met en sourdine les mutations profondes des sociétés qui entraînent des difficultés au niveau de l'autorité, de la transmission... « Il faut, estime M. CROMMELINCK, déployer une vigilance toute particulière vis-à-vis de ces marchands de meilleurs cerveaux pour des vies meilleures, qui frappent parfois aux portes de notre institution. »

Et au psychologue de conclure : « L'exception humaine se situe peut-être au niveau de l'innovation et de la transmission culturelles, qui deviennent les principaux leviers du progrès de l'humanité. Chaque œuvre humaine prend sens par ce qu'elle innove, ce qu'elle répète, ce qu'elle transmet comme possibilités infinies d'interprétations et de transformations. La culture constitue une des caractéristiques les plus fascinantes de cette forme de vie de notre humanité. Elle est l'un des principaux facteurs de son succès autour de la planète, prenons-en soin et restons vigilants, car elle est peut-être aussi une des principales causes de sa fragilité. » ■

BRIGITTE GERARD

1. Captation vidéo de sa conférence et interview croisée avec Marcel GAUCHET sur <http://enseignement.catholique.be> > Services du SeGEC > Étude > Activités > Université d'été 2012

La transmission en débat (suite)

Une dizaine d'ateliers de l'Université d'été ont abordé la question de la transmission sous différents angles. Échos de trois d'entre eux¹.

LE GESTE TECHNIQUE : REPRODUIRE ET/OU TRANSMETTRE ?

Administrateur-délégué de l'Imprimerie Gramme, **Thierry LEJEUNE** accorde une grande importance à l'aspect technique d'un métier à multiples facettes (gestion d'une équipe, achat de matériel performant, etc.). L'entreprise graphique se situe entre art et industrie, le second aspect l'emportant aujourd'hui sur le premier.

L'arrivée du procédé offset a profondément modifié le métier, et il est devenu difficile de recruter des ouvriers qualifiés. Les entreprises s'agrandissent, les investissements sont de plus en plus lourds et l'évolution de la technologie s'accélère.

Les machines exigent des connaissances techniques pointues, mais aussi de comprendre l'ensemble du processus, ce qui fait parfois défaut aux jeunes qui arrivent. L'entreprise voudrait qu'ils soient opérationnels immédiatement. D'où l'intérêt d'une collaboration école-entreprise, insiste Th. LEJEUNE, qui confesse pourtant ne plus prendre de stagiaires suite à de mauvaises expériences.

Laurent BOUVY, lui, est un ferronnier d'art passionné par son métier, qui allie gestes traditionnels, créativité, techniques particulières et haute technologie permettant de dompter la matière. Les artisans, explique-t-il, transmettent leur savoir-faire de génération en génération, léguant ainsi un patrimoine inestimable. Peu d'écoles offrent des formations pour ces métiers rares, et la pratique n'y est pas toujours suffisante.

Quant à l'apprentissage aux côtés

d'un patron ou d'ouvriers expérimentés, il pêche par manque de formation théorique. Il reste pourtant la meilleure façon de transmettre le métier, mais le parcours est laborieux et les difficultés nombreuses.

Cela prend du temps d'acquérir l'habileté, de parfaire son expérience, de pouvoir créer, puis, à son tour, transmettre. Et si l'on souhaite devenir chef d'entreprise, il faut avoir des connaissances en gestion, comptabilité, fiscalité et s'adapter sans cesse à de nouveaux outils et aux exigences d'une clientèle dont les goûts évoluent.

Les métiers artisanaux sont en danger, insiste L. BOUVY, rendus fragiles par la rareté de ceux qui les pratiquent encore. Nous aurions intérêt à les revaloriser, notamment auprès des jeunes. Pour ne pas laisser se perdre une richesse exceptionnelle. ■

MARIE-NOËLLE LOVENFOSSE

APPRENDRE UNE LANGUE : POURQUOI ? COMMENT ?

Le bilinguisme est-il une opportunité ? Pour **Nicole WAUTERS**, inspectrice pour l'enseignement primaire (Fédération Wallonie-Bruxelles), les enfants ont cette faculté innée de passer d'un registre langagier à un autre : « À la maison, ils parleront la langue maternelle. Ils puisent dans leur « réservoir » les outils langagiers propres aux diverses situations de vie : la langue du repas ou celle de la

télévision. À l'école, ils vont parler la langue d'enseignement. »

Quelles que soient les langues parlées ou entendues, le contact avec une langue différente semble développer chez les bilingues des compétences spécifiques que ne possèdent pas les unilingues : des compétences relationnelles et cognitives. « Passer d'un registre à l'autre développe les connexions cérébrales. Cela facilite la résolution de problèmes plus abstraits et la formulation d'hypothèses créatives », poursuit N. WAUTERS.

Les programmes d'immersion seraient d'ailleurs plus favorables aux élèves d'origine étrangère qu'aux élèves francophones d'une même classe, explique **Nicole BYA**, responsable du secteur Langues modernes de la FESeC² : « Ces élèves bilingues passent en permanence d'un code linguistique à un autre. Ils n'ont plus besoin de « conceptualiser ». » ■

CONRAD VAN DE WERVE

Vincent FLAMAND, lors de son intervention en atelier. À ses côtés, **Myriam GESCHÉ**, responsable du secteur Religion à la FESeC.



TRANSMISSION DE LA TRADITION RELIGIEUSE : CRISE OU EFFLORESCENCE ?

Qu'est-ce qui est vraiment en crise, dans le christianisme ? Seulement la transmission ? Sans doute pas, selon le philosophe et théologien Vincent FLAMAND³.

Vous avez déconcerté votre auditoire en évoquant spectres, vampires et autres morts-vivants...

Vincent FLAMAND : Je voulais, par l'utilisation de ces figures qui incarnent un rapport à la mort, tenter de comprendre pourquoi, à première vue, ce christianisme ne fait plus sens, et pourquoi il ne se transmet plus. À l'inverse de la tendance, qui dit que la crise de la transmission est uniquement une crise de communication. Cette façon de voir les choses esquive le pourquoi. Or, le cœur du christianisme, la dogmatique, là où s'est cristallisé le sens (la Résurrection, le Péchés originel...), on ne sait plus y donner sens.

Comment comprendre cette évolution ?

VF : Dans le christianisme s'est faite lentement une érosion du sens, parce que la modernité a cherché à s'extraire de la vision du monde

politique, sociale, théologique chrétienne. Sans doute, parce que le christianisme avait donné naissance à un discours de pouvoir doublé de culpabilité. Au nom du Dieu d'amour, il promouvait un Dieu pervers ennemi de la condition humaine. La modernité a réagi contre ce sens inintelligible par rapport au vécu de la condition humaine. Cette remise en question, KANT l'exprime ainsi : « *Je ne peux connaître que ce que j'expérimente, je n'ai jamais expérimenté Dieu, donc Dieu n'est pas de l'ordre de la connaissance.* »

Pour d'autres, le christianisme est un mouvement de pensée vrai, mais à dépasser. Chez FEUERBACH, le christianisme est une manière de refuser la condition humaine. Nous projetons notre propre puissance sur un Dieu que nous inventons, pour ne pas nous-mêmes devoir vivre de cette puissance humaine qui nous fait peur. Chez NIETZSCHE, les chrétiens sont des vampires. Le reproche est fort : les chrétiens détestent la vie parce qu'ils sont incapables de la vivre, de lui donner sens. Ils font de cette négation, de cette haine de la vie un pouvoir sur les âmes des autres. Ils ont communiqué leur « non-vie » à tous. Le discours chrétien est vidé de son sens théologique, existentiel. La modernité le déclare mort.

Dès lors, qu'est-ce que les chrétiens peuvent encore dire ? Faut-il se résigner ?

VF : Il faut accepter ce mouvement « libérant ». Nous expérimentons une certaine mort de ce que nous croyons. En quoi est-ce que cela questionne le sens de ce que nous croyons ? Les chrétiens se sont enfermés dans la foi, laissant la critique aux autres. Ici, la foi chrétienne accepte cette mise en face de la critique. La mort apprend à perdre la maîtrise et à retrouver une attitude empêchant d'absolutiser un point de vue. Cela nous oblige à renoncer à une foi doctrinaire qui aurait le dernier mot sur tout.

On redécouvre ce qui fait le cœur du christianisme, la lutte contre l'idolâtrie qui est un mouvement profond chez l'être humain. L'idolâtrie, c'est s'affirmer par le fait qu'on se nie. On pose quelque chose d'absolu (le Progrès...) et on y sacrifie son existence.

Les limites de la condition humaine sont gommées. Tout est permis au nom de l'absolu. Le christianisme a lutté contre cette idolâtrie, mais il en est devenu une. Comment sortir de cette prétention à mettre la main sur l'absolu ? En réinterrogeant le lieu même qu'on ne veut plus interroger, le lieu dogmatique. Il faut réentendre ce que les dogmes ont voulu dire, mais d'une manière critique.

C'est un plaidoyer pour une dogmatique critique ?

VF : Pour une dogmatique qui accepte le poids du savoir qui s'exprime dans le dogme et qui accepte aussi de se laisser questionner. Elle empêche ainsi que le dogme s'absolutise. Si je dis Dieu, je pose une question. Dieu, c'est une question posée à nos réponses. Ce n'est pas une réponse posée à nos questions. On reste fidèle à la tradition, mais on en parle à la lumière de l'expérience contemporaine, sans volonté d'absolu. L'incarnation qui lie irrémédiablement Dieu et l'homme est au cœur de cela. Tout fait sens, mais avec des limites.

Comment envisager la référence chrétienne pour une école ?

VF : L'école chrétienne ne fera pas l'économie de la lourdeur institutionnelle et humaine. Elle ne cherchera ni à évangéliser, ni à dominer l'irréductible altérité. Elle sera de quelque part pour pouvoir être à tous, limitée pour accepter d'autres limites. Elle se souviendra, pour être capable de créer. Alors, par de longs processus d'apprentissage et de déconstruction d'une tradition dont elle n'entend pas être la fille docile, mais l'héritière adulte, elle pourra offrir un je-ne-sais-quoi de vivant, une qualité, une attention dont elle reconnaîtra qu'elle n'a nullement l'apanage, mais auxquels la tradition qui la porte lui interdira de renoncer. ■

ENTRETIEN ANNE LEBLANC

La version longue de cette interview est à lire sur : www.entrees-libres.be > extras

1. Lire la recension de quatre autres ateliers dans le dossier du n°71 (sept. 2012), pp. 6-8.
2. Fédération de l'enseignement secondaire catholique
3. Conseiller au Service d'Étude du SeGEC



Photo: Stéphane VANOIRBECK



Éducation affective et sexuelle Des jeunes authentiques

Depuis septembre dernier, les écoles de l'enseignement fondamental et secondaire de la Fédération Wallonie-Bruxelles sont tenues de prendre des initiatives en matière d'éducation à la vie relationnelle, affective et sexuelle. Certains établissements n'ont cependant pas attendu cette décision pour aborder ces questions et susciter des débats en classe... en faisant notamment appel au Groupe Croissance, qui organise des animations sur ces thématiques.

« Pourquoi l'amour fait-il tant souffrir ? », « Peut-on croire en un couple qui dure ? », « À quel âge faut-il avoir sa première relation sexuelle ? », « Et si j'étais homosexuel ? », « Comment attrape-t-on le sida ? »... Telles sont quelques-unes des questions qu'entendent régulièrement les animateurs du Groupe Croissance lors de leurs rencontres avec des jeunes de l'enseignement secondaire.

Ce groupe, qui existe depuis 40 ans, propose en effet des animations relatives à l'éducation à la vie relationnelle, affective et sexuelle (EVRAS), notamment dans les écoles. Bon à savoir, car depuis septembre dernier, l'EVRAS entre dans les objectifs généraux de l'enseignement fondamental et secondaire inscrits dans le décret « Missions ». Tout établissement scolaire a, dès lors, l'obligation de prendre des initiatives en la matière, tout en conservant son

autonomie d'action. Les écoles peuvent ainsi prendre en compte les réalités du terrain, les besoins et le vécu de leurs élèves. L'idée est de situer l'EVRAS dans une approche globale de la personne humaine, intégrant les approches scientifiques et techniques, mais aussi les dimensions relationnelles, affectives, psychologiques, sociales et culturelles.

Et c'est ce que fait déjà le Groupe Croissance, dirigé depuis une quinzaine d'années par **Christine HAYOIS**, professeur à l'école d'infirmiers/infirmières de la Haute École Leonard de Vinci et sexologue : « Nous avons un rôle d'éducation et d'information, mais tous les adultes qui entourent les jeunes ont leur importance : profs de sciences, éducateurs, parents... Avant de commencer les animations dans les écoles, nous réunissons les parents pour leur expliquer notre façon de travailler, pour qu'ils puissent nous parler

des valeurs qui sont importantes pour leurs enfants. »

« Le Groupe Croissance, ajoute **Raphaëlle de FOUCAULD**, éducatrice à la vie et conseillère conjugale, poursuit quatre objectifs : écouter, faire réfléchir, informer et aider le jeune à se construire (voir ci-après). Ce qui nous importe, c'est d'aller beaucoup plus loin qu'une simple information. On souhaite que quand les élèves repartent, ils aient envie de réfléchir à ces sujets-là. Les adolescents ont besoin de ce dialogue avec des adultes. Nos interventions dans les écoles viennent en complément du travail réalisé en milieu familial et scolaire. »

Ces deux animatrices ont pu faire part de leur expérience lors d'un midi-rencontre organisé au Secrétariat général de l'Enseignement catholique (SeGEC) en juin dernier. Voici quelques morceaux choisis de leurs interventions.

LES CONSTATS

« Tout d'abord, indique Christine HAYOIS, une banalisation du sexe et de l'amour. Avant, on pouvait construire à partir d'une non-connaissance des jeunes. À présent, on se trouve en terrain miné. Les ados ont de plus en plus souvent leurs propres référents. Il y a aussi un réel problème de limites et beaucoup de questions. Les jeunes ont besoin d'une information complète, juste, éthique, en fonction de leur maturité psycho-sexuelle. Ils ont peur d'un engagement en amour, mais la majorité d'entre eux rêvent de relations harmonieuses, d'un couple qui dure. En même temps, ils sont dans le tout, tout de suite. Finalement, on se rend compte qu'il n'y a pas tant de lieux d'écoute et de dialogue que ça. En fait, avec le temps, nos animations ont changé. Il y a 25 ans, on se trouvait dans des classes bien sages, qui écoutaient. Aujourd'hui, on travaille de plus en plus en petits groupes, en favorisant les échanges. Il est important qu'il y ait un adulte qui apporte son message. »

Et Raphaëlle de FOUCAULD d'ajouter : « Les jeunes que nous rencontrons sont profondément authentiques, vrais, sincères. Ils ont une envie très touchante de réussir leur vie d'un point de vue affectif. »

PREMIER OBJECTIF : ÉCOUTER

« Écouter, explique R. de FOUCAULD, c'est favoriser et accueillir ce que les jeunes ont à nous dire. Chaque intervention débute par l'élaboration d'une charte pour leur faire comprendre qu'il est important de se parler et de s'écouter avec bienveillance, de prendre le temps, de ne pas mettre d'étiquette.

Notre objectif est de sécuriser le groupe, pour permettre aux élèves de s'exprimer de la manière la plus positive possible. Ensuite, on favorise cette écoute via la mise en place de petits groupes, que l'on va faire réfléchir sur telle ou telle problématique.

Il nous arrive aussi de séparer les filles des garçons, pour leur permettre de poser des questions plus spécifiques. Il est important de reconnaître ce qu'ils vivent. Les adolescents doivent savoir que leurs pulsions sont légitimes, que les questions qu'ils se posent autour de leur sexualité et de l'affectivité sont normales. On est là pour accueillir leurs inquiétudes, on respecte tout ce qui touche à l'intime et à leur pudeur. »

DEUXIÈME OBJECTIF : FAIRE RÉFLÉCHIR

« Le plus délicat dans les classes, constate R. de FOUCAULD, c'est de pouvoir faire attention à chacun. Tous les élèves ne se situent pas au même niveau. Dans une même classe, il peut y avoir de petits garçons et déjà des hommes... et les hormones font leur travail ! Dès lors, le regard sur l'autre sexe change. Il faut respecter les rythmes de chacun.

Les jeunes nous posent beaucoup de questions parce qu'ils ont besoin de réfléchir, notamment sur la normalité : qu'est-ce que la normalité, pour eux ? Ils doivent réfléchir aux rails, aux balises qu'ils veulent se mettre. De quoi ont-ils envie ? Quelles sont les valeurs qui les animent ? Quelles sont, pour eux, les différentes étapes de la construction de l'amour ?

Nous les invitons à s'interroger sur le sens qu'ils veulent donner à leur vie, le sens de leurs actes. »

TROISIÈME OBJECTIF : INFORMER

« L'éducation sexuelle doit se faire en partenariat avec les professeurs, l'école, les parents, rappelle Ch. HAYOIS. Souvent, ceux-ci croient que leurs enfants savent tout. En réalité, ils savent beaucoup de choses, mais très mal ! Il est donc important d'informer les parents. Nous, nous souhaitons donner une information précise et scientifique, mais aussi parler du « beau ». On peut employer des termes plus poétiques, surtout chez les plus jeunes. Les questions des garçons ne sont pas les mêmes que celles des filles. Ce n'est pas que culturel, le corps réagit autrement. Et le rôle de chacun, dans la sexualité, est différent.

On doit aussi être très au clair avec l'aspect scientifique et la bioéthique. Certains sujets interpellent, comme la question de l'homosexualité, alors qu'on n'en parlait pas trop il y a 15 ans. On doit aussi donner une information pour prévenir des problèmes concrets.

Par exemple, l'alcoolisation des jeunes et des filles est une problématique tout à fait nouvelle. De plus en plus de filles ont leur première relation sexuelle sous l'influence de l'alcool. Cela a donc un rapport avec l'éducation sexuelle, de même que la question des drogues. »

QUATRIÈME OBJECTIF : AIDER LE JEUNE À SE CONSTRUIRE

« Nous travaillons au niveau du corps-cœur-cerveau, pour montrer aux jeunes qu'on ne mature pas partout en même temps, explique Ch. HAYOIS. Ils aiment beaucoup les témoignages et les histoires pour aborder ces questions.

Il faut parfois aller plus loin que l'information scientifique, pour permettre à l'adolescent de s'y retrouver dans son vécu et ses émotions. On souhaite lui donner envie de cheminer vers un amour adulte, un amour mature, qui va questionner le corps, le cœur, le cerveau et les valeurs.

En 5^e secondaire, des couples viennent témoigner dans les classes, et les élèves adorent ça. Ils rêvent toujours d'un couple qui dure. On les aide à identifier et à exprimer leurs désirs profonds, à poser des actes cohérents. » ■

BRIGITTE GERARD

Contact :
Christine HAYOIS
av. des Hauts Taillis 10
1330 Rixensart
Tél. 02 653 19 97
chrishayois@hotmail.com
www.groupe-croissance.be

Échanges à distance

Projets primés

Depuis 2005, les écoles de l'enseignement fondamental et secondaire de 33 pays d'Europe réalisent des échanges à distance dans l'espace sécurisé eTwinning, à l'aide des TIC (Technologies de l'information et de la communication) : email, chat, forum, blog, journal on line, audio- et vidéoconférence... Chaque année, des concours au niveau national et européen récompensent les meilleurs projets. Une manière efficace de stimuler la créativité des écoles et de diffuser les bonnes pratiques.

La dernière sélection européenne a porté sur 320 projets et a été décernée à Berlin, le 29 mars dernier, un premier prix par catégorie d'âge :

■ « *The new adventures of the Twinnies around the world* », pour les 4-11 ans. Une histoire écrite sous forme de BD par des élèves de cinq écoles d'Angleterre, de France, d'Italie, de Pologne et de Turquie. À tour de rôle, ils ont mis en scène leurs héros *Twinnie Yellow* et *Twinnie Blue* dans des sites bien connus de leur pays, leur ont fait déguster des plats nationaux, les ont initiés à des jeux traditionnels et leur ont fait prendre le thé avec la reine d'Angleterre. Les enfants auront numérisé une centaine de dessins et photos et échangé sur le Twinspace de nombreux petites textes et questionnaires en anglais sur les aventures de leurs héros ;

■ « *A Taste of Maths (ATOM)* », pour les 12-15 ans. Un projet de six écoles d'Espagne, de Grèce, d'Italie, de la République tchèque, de Roumanie et des Pays-Bas, désireuses d'accroître la motivation et l'intérêt des élèves pour les maths. Comment ? Par des activités concrètes qui font appel aux concepts mathématiques comme des réalisations culinaires à partir de recettes échangées entre partenaires, et par divers exercices faisant appel à l'imagination et au sens artistique comme la résolution d'énigmes basées sur des calculs, la rédaction de poèmes à partir de consignes mathématiques, des travaux d'observation sur les formes et les volumes d'œuvres d'art ;

■ « *Reporting without borders* », pour les 16-19 ans. Un journal en ligne en anglais qui a relié, durant quatre mois, des jeunes de France, Pologne et

Roumanie. Après un premier temps d'échanges sur le blog et le forum pour apprendre à se connaître, ces jeunes se sont constitués en douze équipes internationales. Ils ont sélectionné des thèmes relatifs aux modes de vie, à la culture et aux problèmes de société. Ils ont confronté leurs points de vue et rédigé de manière coopérative, avec le logiciel Wiki, les textes à publier. Douze chapitres illustrés relatent les débats menés par ces jeunes par-delà les frontières.

ET CHEZ NOUS ?

Le 17 octobre 2012, la Fédération Wallonie-Bruxelles a primé 8 projets réalisés en 2011-2012, parmi lesquels deux premiers prix :

■ « *Comment prendre soin de notre environnement ?* » a relié les élèves de 5^e et 6^e primaires du Centre scolaire du Berlaymont à Waterloo avec des classes du Danemark, de Finlande et de Suède. Des échanges entre pen-friends ont alterné avec des échanges sur le Twinspace. Après une présentation de leur école, région et pays, les élèves se sont échangé sur internet les résultats de leurs recherches sur le traitement de l'eau, d'une enquête qu'ils ont menée sur la consommation d'eau dans les familles, d'une visite d'une station d'épuration. L'alimentation durable a fait l'objet d'envois de produits locaux entre les partenaires. Ainsi, aux recherches et réflexions sur l'évolution des menus se sont mêlés saveurs et parfums, et une initiation créative à la cuisine basée sur les critères de l'alimentation durable ;

■ Le « *calendrier eTwinning d'arbres remarquables* » est le fruit d'un parte-



Les élèves du Centre Scolaire du Berlaymont à l'œuvre



Projet défendu par l'Institut Sainte-Marie d'Arlon

nariat anglais-français conduit par l'Institut Sainte-Marie d'Arlon avec les Pays-Bas, la Roumanie et la France. L'élection de l'arbre du mois et diverses activités sur les arbres et la forêt (l'identification d'un arbre, l'évaluation de sa hauteur, la réintroduction du loup, les empreintes, les fruits) ont donné lieu à de nombreux échanges sur le site du projet par l'utilisation de blogs, Wikis, MovieMaker, iSpring, pixule... Tandis qu'une autre classe partageait avec des classes de Bulgarie et de Roumanie des travaux de recherche sur « *les phénomènes géologiques* » sous forme d'affiches, de PowerPoint, de photos et de vidéos, et la réalisation de maquettes de volcans et de leurs éruptions.

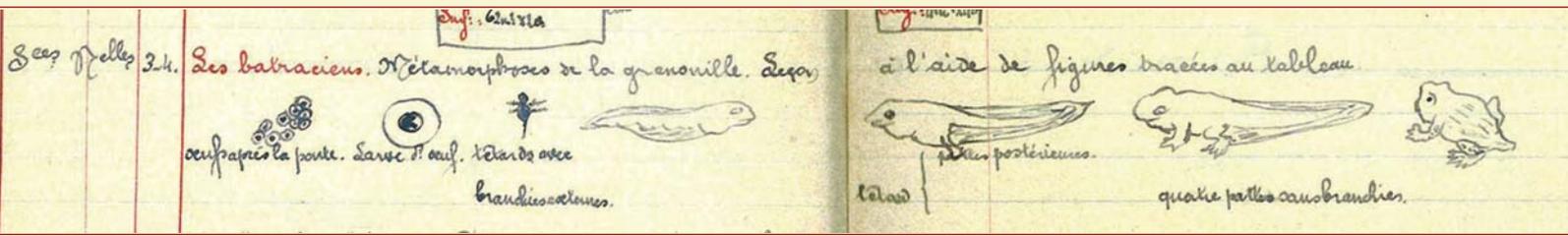
« À chaque étape du projet, les élèves font des choix, prennent des décisions, effectuent les recherches, se concertent et s'entraident, expliquent les enseignants lauréats. Nous nous tenons à l'arrière-plan et intervenons comme guides ou personnes-ressource. Ce que nous avons surtout gagné avec eTwinning, c'est l'enthousiasme des jeunes et leur créativité. De même, nous, professeurs, apprenons beaucoup les uns des autres, entre collègues de pays différents, en travaillant avec les TIC. » ■

CHRISTIANE VANTIEGHEM

Infos : cellule.europe@segec.be et cecile.gouzee@cfwb.be

Site eTwinning de la Fédération Wallonie-Bruxelles : www.enseignement.be/etwinning

Portail eTwinning européen : www.etwinning.net



Orthographe : quand le temps fait son œuvre...

L'écriture idéale est celle qui met en correspondance un son et une lettre, laquelle représentera toujours le même son. Cet idéal n'est certes jamais atteint, mais l'écriture tend naturellement à se simplifier au cours du temps, lorsque les conditions s'y prêtent. Pour le français, les complexités de langue française ont été mises en évidence dès la fin du XVII^e siècle.

« Nous avons déjà dit que les sons ont été pris par les hommes, pour être signes des pensées, & qu'ils ont aussi inventé certaines figures pour être les signes de ces sons (...) Il auroit fallu observer quatre choses pour les mettre en leur perfection.

1. Que toute figure marquast quelque son ; c'est à dire, qu'on n'écrivit rien qui ne se prononçast.
2. Que tout son fust marqué par vne figure ; c'est à dire, qu'on ne prononçast rien qui ne fust écrit.
3. Que chaque figure ne marquast qu'un son, ou simple, ou double. Car ce n'est pas contre la perfection de l'écriture qu'il y ait des lettres doubles, puis qu'elles la facilitent en l'abregeant.
4. Qu'un mesme son ne fust point marqué par de différentes figures. »

ANTOINE ARNAULD ET CLAUDE LANCELLOT, GRAMMAIRE GENERALE ET RAISONNÉE, PARIS, LEPETIT, 1660, PP. 18-19.

DEUX ORTHOGRAPHES DU FRANÇAIS

XVII ^e	XIX ^e – XXI ^e
ils estoient	ils étaient
ils brufoiët	ils brûlaient
iay	j'ai
cognoifre	connaître
fuyure	suivre
fcauans	savants
efcripuons	écrivons
luijue	juive
vne beueuë	une bévue
refuer	rêver

« La lecture Française est bien plus difficile à prononcer que la Latine, encore qu'elle s'escrive avec les mesmes lettres ou caracteres, distinguez en Voyelles, Diphthongues, Consonnes & Liquides (...) »

Il faut premièrement, que les enfans avant que d'estre mis à la lecture Française, sçachent bien lire en Latin en toutes sortes de Livres : car cette lecture estant le fondement de la Française, puis qu'elle contient les mesmes caracteres & syllabes, si on monstre à un enfant à lire en Latin & en François toutensemble, il donnera grande peine au Maître, n'apprendra la lecture qu'à force avec longueur de temps (...) »

[JACQUES DE BATENCOURT], INSTRUCTION METHODIQUE POUR L'ÉCOLE PAROISSIALE, DRESSÉE EN FAVEUR DES PETITES ÉCOLES, PAR M.I.D.B. PRESTRE, PARIS, TRICHARD, 1669, P. 181.

EXTRAITS DE L'ORTHOGRAPHE EN CRISE À L'ÉCOLE - ET SI L'HISTOIRE MONTRAIT LE CHEMIN ?, ANDRÉ CHERVEL, ÉDITIONS RETZ, 2008.

RASSEMBLEMENT

2000 personnes sont attendues les 2, 3 et 4 novembre prochains à Namur pour **RivEspérance 2012**, un grand rassemblement sur le thème de l'espérance. Au programme de ces trois journées : des conférences, une cinquantaine d'ateliers, une création musicale, une célébration, des espaces de prière, ainsi que de nombreuses animations pour les enfants, les jeunes et les adultes.

Parmi les orateurs, des personnalités comme le **Père Armand VEIL-LEUX**¹, le pédopsychiatre **Philippe van MEERBEECK** ou encore l'écrivain et journaliste français **Olivier LE GENDRE**². Plusieurs témoignages émailleront aussi ces 48 heures dont celui de la Burundaise **Maggy BARANKITSE**, qui fonda dans son pays pas moins de 3000 maisons qui accueillent des fratries d'orphelins.



L'essentiel de ce rassemblement réside aussi sans doute dans les contacts informels autour d'un verre, d'un repas ou d'un stand qui déboucheront sur une solidarité renforcée et un nouvel élan pour les participants.

RivEspérance 2012, forum national, citoyen et chrétien, est une initiative du bimestriel RiveDieu.

Toutes les informations sur www.rivesperance.be

1. Père abbé de l'Abbaye de Scourmont (Chimay).

2. Auteur de *Confession d'un cardinal* et *L'espérance du cardinal*, parus aux Éditions JC Lattès.



Photo: Musée Banque nationale

AVEC VOTRE CLASSE AU MUSÉE DE LA BANQUE NATIONALE

Le Musée de la Banque nationale de Belgique accueille chaque année 30 000 visiteurs, parmi lesquels de nombreux groupes scolaires qui bénéficient de visites guidées gratuites.

Afin de faire mieux connaître son offre pédagogique et les avantages d'y emmener sa classe, le Musée invite les enseignants à une **séance d'information** qui se tiendra le mercredi 14 novembre prochain, en deux sessions (14h30 et 15h30). Les thèmes abordés au cours des visites guidées peuvent correspondre parfaitement avec le programme scolaire du secondaire, quel que soit le niveau. À la sortie, un colis pédagogique sera remis à chacun des profs afin de préparer au mieux la visite du groupe-classe.

Inscription pour le 9 novembre au plus tard sur museum@nbb.be ou au 02 221 22 06

Renseignements : www.nbbmuseum.be



AVENT

Comme chaque année, l'asbl Vivre Ensemble publie un **conte de Noël**. C'est la cinquième fois que **Xavier DEUTSCH** accepte d'en être l'auteur. Le conte est accompagné de pistes pédagogiques et d'un CD reprenant l'enregistrement audio ainsi que des illustrations pour enfants et jeunes ados (de 8 à 14 ans).

« À six ans, Manon oscille entre naïveté et perspicacité. Naïve, elle croit que le « Petit Jésus » va réellement naître dans la cabane installée au centre commercial. Mais, perspicace, elle perçoit très bien que tout ne tourne pas rond dans le monde des grands : chômage, décrochage scolaire, préjugés et crise d'adolescence ne lui sont pas étrangers. »

Livret A5 + CD audio au prix de 6 EUR + frais de port

Commandes : nelly.rincon@entraide.be

INVITEZ LE MONDE DANS VOTRE CLASSE !

Dimension 3, le magazine de la coopération belge au développement, aborde l'éducation comme thème central dans son numéro de septembre. Vous en apprendrez davantage sur les progrès de l'enseignement dans les pays en développement, ainsi que sur les 61 millions d'enfants qui restent en-dehors de tout système scolaire.

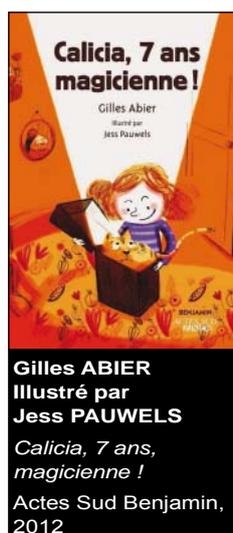
Quelques reportages illustrent les efforts déployés par la Belgique pour améliorer l'éducation dans les pays du sud. Deux femmes, venant du Maroc et du Nicaragua, apportent un témoignage quant à leur lutte pour poursuivre des études.

Pour obtenir un abonnement gratuit (5 parutions/an) : info.dgd@diplobel.fed.be

Contenus disponibles en version électronique sur www.dimension-3.be



Frank ANDRIAT
Bart chez les Flamands
Renaissance du Livre
Grand Miroir, 2012



Gilles ABIER
Illustré par
Jess PAUWELS
Calicia, 7 ans, magicienne !
Actes Sud Benjamin,
2012



Une vie de chien ?
Texte Geneviève CASTERMAN
Illustrations Mario RAMOS
Yapaka

GRAND MIROIR

Les Flamands ont obtenu la scission de la Belgique et ont créé leur république. Tout ne s'est pourtant pas déroulé comme prévu. Repliée sur elle-même, la Flandre vit à marée basse pendant que, dans ce qui reste du royaume de Belgique, suite à la découverte d'or dans le sous-sol wallon, règnent la joie et l'opulence.

La reine Mathilde propose de tendre la main aux Flamands et éveille les voix nationalistes du prospère petit pays : Bart LECOQ, président de la NWA, monte au créneau. Pas question de donner un euro aux Flamands ! La Première lui propose d'apprendre à connaître cette Flandre qu'il vilipende. Il relève le défi et, durant un voyage de trois jours, découvre un pays dont la réalité ne correspond en rien à ses idées fixes.

Un roman de politique-fiction déliant, où la Belgique nous offre ce qu'elle a de meilleur : son sens de l'autodérision.

UN LIBRAIRE, UN LIVRE

Alicia désespère, debout devant son stand de la braderie, exposant ses vieux livres et jouets... Personne ne s'arrête ! Sauf un curieux petit homme, qui lui propose un étrange troc : il échange le livre de magie d'Alicia contre une boîte noire qui aurait le pouvoir de faire disparaître les objets qu'on y enferme... seulement à condition qu'Alicia se donne un nom de magicienne (Calicia) et trouve la formule magique !

Expérimentant son nouveau pouvoir sur le chat de son petit frère, elle comprend qu'être magicienne est une sacrée responsabilité...

À lire dès l'âge de 5 ans.

Librairie À livre ouvert
Le rat conteur
rue Saint-Lambert 116
1200 Woluwe-Saint-Lambert
Comptoir Jeunesse : 02 762 66 69
www.alivreouvert.be

Comment aider les enfants à exprimer leurs difficultés aux adultes ? Yapaka, programme de prévention de la maltraitance, propose notamment un livret intitulé *Une vie de chien ?*, qui a pour objectif d'offrir aux élèves de 4^e primaire un outil de prévention, de communication, mais aussi de détente. En classe, certains enfants peuvent en effet trouver un espace de parole, une façon d'exprimer un désarroi, des questions, des malaises...

Ce livret veut faciliter les échanges entre adultes et enfants en introduisant le débat sur plus de 30 thèmes dont il n'est pas toujours évident de parler (disputes, sommeil, devoirs...). Chaque page réserve, par ailleurs, un espace à l'élève, sur lequel il peut ajouter une réflexion personnelle. À la maison, *Une vie de chien ?* peut aussi devenir porteur d'échanges, de débats, de discussions.

Le livret sera distribué gratuitement dans toutes les écoles de la Fédération Wallonie-Bruxelles dans le courant du mois de novembre. **BG**

CONCOURS

Gagnez un exemplaire d'un des deux livres ci-dessus en participant en ligne, **avant le 25 novembre**, sur **www.entrees-libres.be** > **concours**

Les gagnants du mois de juin sont :

Carine THELISMAR, Pauline SCHNEIDER et Laetitia REY



Tous nos articles sont également disponibles gratuitement sur **www.entrees-libres.be**

Des exemplaires supplémentaires sont disponibles gratuitement, sur simple demande, au 0800 20 000.

Si vous souhaitez participer à l'élaboration de cet outil, n'hésitez pas à donner votre avis à : yapaka@yapaka.be

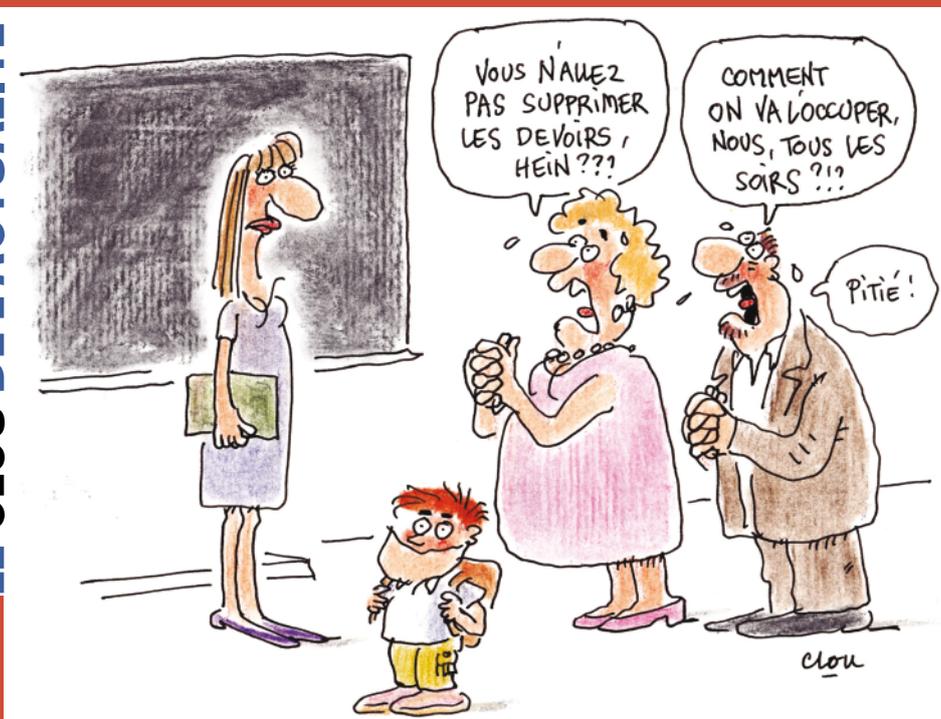
L'humeur de...

Anne HOOSTOEL

MICROCOSMOS



LE CLOU DE L'ACTUALITÉ



DEVOIRS: À L'ÉCOLE JUSQU'À 17H? ■ PP. 12-13